

Le budget—M. Regan

changer d'avis, après ce délai, en défendant le budget de l'an dernier qui avait été rejeté par l'ensemble des Canadiens?

Si l'honorable représentant qui affirme que le budget était une déclaration sur l'énergie et non un budget avait mieux compris le rapport qui existe entre cette question et l'économie en général, il serait peut-être encore au pouvoir.

Des voix: Bravo, bravo!

M. Regan: S'il avait eu le courage de s'opposer à son ministre des Finances, il serait peut-être encore en poste. S'il s'était arrêté pour se demander combien il était répressif de prélever une taxe d'accise de 18 cents sur un produit dont le prix allait de toute façon monter en flèche, il serait peut-être encore au pouvoir. S'il avait réfléchi pour se rendre compte que son ministre des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) était issu d'un groupe de marchands de la rue Water à Saint-Jean, lesquels n'avaient pas la réputation d'être débordants de compassion, chose que mes ancêtres qui habitaient dans les zones rurales de Terre-Neuve, pourraient bien prouver, alors peut-être se serait-il opposé à lui. Telle n'est pas la vérité. Quand il a prétendu que le budget présenté par le ministre des Finances était insensé et inhumain, alors qu'il avait appuyé et approuvé un budget qui imposait une taxe spéciale sur un produit dont le coût prix montait constamment, il adoptait une position fort étrange.

• (1610)

Je voudrais faire deux ou trois autres remarques au sujet de son discours, monsieur l'Orateur. Tout d'abord, il tente d'associer le NPD aux libéraux. Il agit ainsi quand un de ses amis conservateurs, M. Buchanan, premier ministre de la Nouvelle-Écosse, vient de nommer le chef du NPD en Nouvelle-Écosse à un des postes les plus élevés dans la Fonction publique de cette province au poste très important d'administrateur des affaires intergouvernementales et sous-ministre.

M. Baker (Nepean-Carleton): Comment a-t-il pu vous oublier?

M. McDermid: Il s'en est occupé.

M. Baker (Nepean-Carleton): Voilà un emploi que vous n'obtiendrez pas.

M. Regan: Ma foi, parfois on gagne, parfois on perd et pour certains, c'est partie remise.

J'ai été désolé d'entendre le chef de l'opposition dire que les sociétés pétrolières iraient probablement investir plus au sud à cause des politiques financières énoncées dans le budget. En fait, ce qu'il dit, c'est que nous devrions en laisser plus aux multinationales—que nous devrions leur sacrifier le destin ou l'avenir de notre pays pour les convaincre de rester ici plutôt que de mettre en vigueur le genre de politique que nous venons d'adopter.

Une voix: Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Regan: Oh, il n'a pas dit que cela. Pas surprenant qu'on se lamente de l'autre côté, monsieur l'Orateur. La vérité blesse. Lorsque l'opposition pousse les hauts cris, c'est que quelque chose lui met les nerfs à vif.

Une voix: Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Regan: Ils peuvent continuer de hurler si ça leur chante, mais ils pourraient quand même baisser un peu le ton.

Le chef de l'opposition a aussi parlé des prix. Au cours des dix derniers mois, les conservateurs ont déformé les faits sur

deux points importants, en disant d'abord que leur budget contenait des mesures qui allaient favoriser notre accession à l'autarcie, ce qui ne figure pas dans notre programme. Ils sont incapables de nous dire ce que c'est! Au contraire, ils se proposaient de payer de fortes récompenses aux sociétés multinationales pour exporter de l'argent de notre pays qu'elles réalisent sur du pétrole qui a déjà été découvert et qui est déjà en exploitation. Nous accordons encore des stimulants pour encourager la prospection et ceux que nous offrons aux Canadiens sont aussi bons, sinon meilleurs, mais de cela, ils ne veulent pas convenir.

L'autre argument fallacieux concerne les prix, qui—disent-ils—sont comparables. Chaque fois qu'il essaie de comparer les prix, il compare des pommes et des oranges. Il n'ajoute pas la taxe d'accise de 18 cents et il passe sous silence le fait que sous la houlette de l'ancien ministre des Finances qui vient de Saint-Jean-Ouest, ils avaient l'intention de porter le prix du pétrole à 75 p. 100 du cours mondial—ce qui à cette époque aurait représenté une hausse de \$10 voire plus—et que d'ici à 1984, ils l'auraient porté à 85 p. 100 du même cours mondial. Il semble oublier ces détails.

Je pensais, monsieur l'Orateur, que le très honorable chef de l'opposition aurait eu quelque chose de nouveau à dire sur ce sujet très général. Au contraire, il a parlé—et alors qu'il ne s'agissait pas de parler comme un Albertain d'abord et comme un Canadien ensuite, il a parlé comme un Albertain d'abord faisant passer les intérêts du Canada après.

Des voix: Oh, oh!

M. Paproski: Allons, c'est affreux.

M. Baker (Nepean-Carleton): Vous allez avoir besoin de l'aide de Buchanan.

M. Regan: Monsieur l'Orateur, j'ai quelques observations à faire au sujet du budget, puis-je présenter quelques faits intéressants à mes amis chahuteurs.

Ce budget témoigne de notre volonté d'instaurer la justice fiscale et il exige de ceux qui ont le plus retiré de l'économie canadienne qu'ils déboursent davantage.

Il témoigne de notre détermination à tirer le meilleur parti de nos ressources énergétiques, et respecte les promesses qu'a faites le parti libéral pendant la campagne électorale.

Les questions énergétiques font parti intégrante de la performance économique et du développement industriel de notre pays. Négliger ce fait, c'est perdre contact avec la réalité.

La rédaction d'un budget est l'une des tâches les plus difficiles de l'art de gouverner. Le plaisir de gouverner tient au plaisir de financer des programmes valables pour le bénéfice des citoyens et le mieux-être de notre pays. Gouverner comporte certains aspects désagréables, y compris le pénible devoir de recueillir l'argent nécessaire à la réalisation des programmes, la tâche pénible de décider qui paiera et combien. Ces aspects désagréables sont nécessaires. Mais ils doivent être rendus aussi supportables que possible, compte tenu du fardeau des particuliers et des industries, de la nécessité de protéger ceux qui ont besoin d'être protégés, tout en encourageant l'embauche et l'esprit d'initiative.

Aucun de ces objectifs ne fait figure d'absolu; aucun ne saurait être atteint dans la mesure où tous les représentants de la population le voudraient. Dans notre société imparfaite, l'art de gouverner consiste donc à rechercher ces objectifs autant